



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2444>

Présentation du texte action de l'ÉÉ et de la contribution sur l'entrée dans le supérieur par

Agnès Akielwicz (BN)

- Syndicats Nationaux - SNES - FSU - Intervention et mise en œuvre de l'ÉÉ - les instances nationales du SNES - CAN des 14 et 15 novembre 2017 -
Date de mise en ligne : jeudi 16 novembre 2017



L'École Émancipée

Nous avons souhaité rédiger un texte à part sur le baccalauréat et l'entrée du supérieur, car c'est un sujet qui nécessite un développement particulier. La présentation qui suit va porter à la fois sur le texte général et sur cette contribution.

Comme on l'avait pressenti pendant la dernière campagne présidentielle, E. Macron se révèle totalement déterminé dans sa volonté de transformer la société. C'est en ce sens que l'action de l'interpro qui se bat contre la politique globale de Macron est importante. La FSU doit rester partie prenante des futures mobilisations interprofessionnelles. Le plan d'action de Macron consiste à enchaîner des réformes parfaitement articulées les unes aux autres, à multiplier les annonces, à multiplier les fronts. Les droits des salariés sont attaqués par la loi travail, les principes de solidarité menacés par la loi de finance de la sécurité sociale, les services publics visés par le Plan « action publique 2022 ». Dans ce contexte, il y a matière à mobiliser dans la fonction publique en s'appuyant sur la réussite du 10/10. La FSU devrait rapidement proposer une intersyndicale pour trouver des perspectives d'action en avançant notamment une nouvelle grève avant les prochaines vacances. Dans l'éducation, rien n'est envisagé pour remédier à la crise de recrutement et la suppression de milliers d'emplois aidés a des conséquences que le SNES-FSU doit pointer. Il doit revendiquer le recrutement de titulaires pour assurer les différentes missions nécessaires au bon fonctionnement de l'école. E. Macron et son gouvernement veulent aussi transformer en profondeur le système éducatif. Le collège déjà percuté par la réforme Vallaud-Belkacem, doit faire face au dispositif démagogique « devoirs faits » et aux évaluations nationales de 6ème. Le lycée confronté dans plusieurs régions à la mise en place à marche forcée de label numérique se trouve maintenant sous les feux des projecteurs avec la réforme du 1er cycle universitaire et la réforme annoncée du bac. La réforme du supérieur instaure de fait la sélection à l'entrée en licence, une sélection camouflée par un discours bienveillant mais une sélection bien réelle qui va dès cette année être déléguée en partie au lycée. Le SNES-FSU doit alerter au plus vite les enseignants sur la logique à l'oeuvre dans cette réforme et sur le rôle qu'on veut leur assigner. Les outils numériques mis à disposition des élèves sont ridicules (plate-forme pour s'orienter, MOOC, auto-évaluation en ligne...) et auront pour principal effet de décourager les élèves les plus fragiles socialement et/ou scolairement. Le temps consacré à l'orientation par les professeurs va s'accroître au détriment du temps consacré à l'enseignement. Le Ministère pointe les difficultés des bacheliers à l'université sans jamais analyser les effets d'une diminution régulière des horaires d'enseignement depuis des décennies au collège et au lycée. Cette réforme du supérieur va se répercuter sur le lycée et faciliter la mise en place du contrôle continu ainsi que d'un lycée modulaire.

Sur ces sujets, comme sur les autres, le gouvernement accompagne ses réformes d'une communication efficace et redoutable. Le SNES-FSU peut prendre le contre pied en lançant sa propre campagne sur le baccalauréat comme nous le proposons déjà au CN de septembre : une campagne offensive et visible le plus tôt possible éventuellement sous la forme d'une pétition. Plus généralement, sur tous les sujets développés dans notre texte général, nous pensons que nous devons être réactifs et communiquer davantage pour mobiliser et produire du matériel utile sur le terrain.